Certains ménages pourraient voir leur facture annuelle augmenter de quelque 700 euros.

Adobe Stock

Prix de l'énergie

La crise, et après?

La flambée des prix montre à quel point notre système est fragile. Les alternatives renouvelables sont prometteuses et nécessaires, mais la transition sera longue et demandera des investissements. En attendant, l'ère de l'énergie bon marché semble révolue. Alors comment éviter un drame social?

Texte:
Catherine Ernens

Comme le choc pétrolier des années 70. La crise énergétique de 2021 est de ce niveau-là. *"On est face à un cataclysme énergétique. Cela fait deux mois que je sonne l'alarme quasi tous les jours"*, tonne Damien Ernst, professeur à l'ULiège, qui prédit la déroute totale pour la classe moyenne. L'expert a fait ses calculs. Si on ne tient pas compte du ralentissement de la crise Covid, on se retrouve avec une augmentation de 500 % du prix du gaz en deux ans. La Commission de régulation de l'électricité et du gaz (CREG) est également alarmiste. Les prix très élevés ont un impact direct sur les ménages ayant un contrat variable ou dont le contrat fixe arrive à échéance. Dans le même temps, l'organisme de surveillance met en garde contre les soucis rencontrés auprès des petits fournisseurs qui pourraient être confrontés à des problèmes économiques. Le risque de factures impayées par les clients augmente et ces entreprises doivent ➜

“Il est inadmissible que certains n’aient pas accès aux besoins de base et que d’autres gaspillent sans compter.”

➜ acheter de l’énergie à des prix très élevés pour les contrats fixes qu’ils proposent, tout en risquant que les clients annulent ces contrats plus tard si les prix baissent. Résultat: une concentration des fournisseurs et donc un marché moins concurrentiel. Or, dans ce contexte négatif, l’énergie reste la clé de voûte de toutes les activités humaines.

L’ampleur du problème: juste le temps d’un hiver?

Pour certains, ce Waterloo énergétique doit être nuancé. *“Comme au début de la crise sanitaire avec le papier toilette, tout le monde stresse de façon irrationnelle. Il faut regarder sur une échelle plus large. Il y a des effets de court terme et puis ça va se calmer”*, rassure Francesco Contino, professeur à l’école polytechnique de l’UCLouvain. C’est aussi l’avis d’Arnaud Collignon, chargé de mission Énergie à Inter-Environnement Wallonie. *“On entretient une psychose. Un fournisseur de gaz et d’électricité se fournit en général sur différents marchés à très long terme. À moyen terme, les prix redeviendront raisonnables. Avec des marchés extrêmement spéculatifs, on a déjà connu ces phénomènes de rattrapage en 2009 et en 2019 avant le Covid. Mon pari, c’est qu’on va retourner à des tarifs un peu plus élevés début 2022. Il ne faut pas céder à la panique.”* Damien Ernst lui-même reconnaît qu’on peut espérer que ça se calme dans un an. *“Mais la seule manière actuelle de contrôler cette envolée, c’est de diminuer la consommation en gaz. Or la destruction de la demande équivaut à la fermeture d’usines. Un problème d’inflation rampante viendrait s’ajouter. Le scénario actuel est donc terrible pour la classe moyenne. Et à court terme, on ne peut pas faire grand-chose.”* Philippe Delaisse, expert en energy procurement estime lui aussi que la situation pourrait encore perdurer au semestre prochain. *“Un hiver trop froid impactera fortement de nombreuses familles. Toutefois le marché pourrait s’apaiser si la Russie décide d’approvisionner l’Europe en gaz et qu’elle réserve des capacités supplémentaires.”* Le sort des ménages européens est dans les mains de Poutine.

Pourquoi ça augmente: une explosion de la demande

Le mazout, lui, augmente. Mais rien de comparable aux hausses de tarifs qui frappent l’électricité et le gaz. Ce phénomène est lié à la libéralisation du marché. Depuis les années 70 jusque dans les années 90, c’était le prix du pétrole qui déterminait entièrement le prix de toutes les énergies. Depuis la libéralisation du marché, chaque énergie a sa cotation propre sur les marchés boursiers. L’idée n’était pas alors de se libérer du joug du pétrole mais bien d’organiser plus de compétition entre plus de fournisseurs et ainsi proposer des tarifs plus bas aux consommateurs. Le marché a été libéralisé en 2003. Sauf que depuis lors, il y a un grand écart entre le discours en faveur de la planète et la course au profit énergétique. Autre conséquence de la libéralisation: l’électricité et le gaz naturel sont à des records historiques mais ce n’est pas le cas pour le pétrole. *“L’offre a aujourd’hui du mal à suivre la demande et donc cela donne des augmentations de prix”*, résume le Bureau du Plan. *“Économie et énergie sont complètement liées. Pour que le moteur économique tourne, il lui faut de l’énergie. Et avec la sortie de crise sanitaire, on tourne à plein rendement. En plus, on a besoin de réserves d’énergie avant l’hiver. C’est très simple. Plus on veut de l’énergie, plus les tarifs augmentent”*, développe Francesco Contino, professeur à l’école polytechnique de l’UCLouvain.

Dans ce contexte, il n’y aura pas de miracle. L’équation est celle-ci: il faut combiner la hausse des prix et la lutte contre le changement climatique. *“Les énergies durables vont coûter plus cher que les fossiles mais elles nous rendront moins dépendants et maîtres de notre destin”*, pose Francesco Contino. Arnaud Collignon va dans ce sens: *“En tant qu’environnementaliste, on estime que les prix doivent augmenter pour intégrer la dimension carbone. Mais aujourd’hui, c’est perçu comme la punition d’un consommateur perdu. Or, le but d’une hausse de prix devrait être de faire des investissements pour faire baisser la consommation”*. Certes, mais le défi est colossal. On ne paie pas (encore) le coût du changement climatique alors qu’on sait que plus tôt on fera le changement, moins chère sera l’addition. *“Mais ça demanderait un courage politique fou de dire: il faut encore payer plus cher l’énergie aujourd’hui pour financer la transition. Or pour arriver aux objectifs en diminution de CO_2, il faudrait diminuer de la même manière que pendant les confinements jusqu’en 2050. Ça semble inimaginable”*, diagnostique Francesco Contino.

Les solutions: fin du fossile et conso maîtrisée

On n’a ni pétrole ni gaz naturel en Belgique. Il faut donc des idées. Tous les experts se rejoignent au moins sur un point: il faut passer d’une logique de gaspillage énergétique à une consommation le plus raisonnée possible. Axel Gautier, professeur HEC Liège, résume: *“La solution* ➜

Belga Image

Pourquoi les prix augmentent?

Une conjonction d’éléments ont joué sur le plan géopolitique. Un thriller digne d’un James Bond.

En matière d’énergie, tout est dans tout. Et là, c’est franchement la poisse. D’abord, chez nous, les éoliennes n’ont pas fonctionné à plein rendement, tout comme le photovoltaïque. Quant à l’augmentation des tarifs du gaz, ils découlent d’un déclin de la production européenne. Par ailleurs, les stocks qui sont habituellement renfloués vers avril, lorsque la demande est moins forte, n’ont pas pu être honorés à cause d’une demande élevée. Vient ensuite la problématique de l’approvisionnement en gaz russe, notre source principale. La Russie, à elle seule, fournit 40 % du gaz européen et à l’avenir il est question d’accroître ce pourcentage de façon importante.

Un nouveau pipe-line partant de la Russie et traversant la mer Baltique devait être construit pour augmenter les possibilités de transport de gaz. La construction de ce pipe-line a pris un retard considérable. Tout d’abord, en 2019, Donald Trump avait fait barrage à ce projet, prétextant la trop grande dépendance de l’Europe par rapport à la Russie. Mais c’est surtout que les États-Unis sont les premiers producteurs en gaz au monde… devant la Russie. Une opposition à ce pipe-line est également venue de l’Ukraine qui accueille sur son territoire un autre pipe-line et en tire de plantureux revenus menacés par cette construction. Cependant, Gazprom vient d’annoncer que l’ouvrage est enfin construit, mais ne peut pas encore être utilisé car il est en phase de mise en service. Ce retard pris dans ce projet risque ainsi de prolonger la crise d’approvisionnement actuelle.

Du côté de la Chine, la reprise économique pompe toutes les ressources naturelles mondiales. Les États-Unis sont eux-mêmes en difficulté, des ouragans ayant récemment ravagé des stations de raffinage. Pendant ce temps, malgré la nécessaire transition énergétique, l’UE compte sur une augmentation de la demande en gaz de 110 milliards de mètres cubes dans les années à venir, alors que… le gaz est en train de s’épuiser en tant que ressource naturelle. Et l’Opep, côté pétrole, continue à jouer avec les allumettes de la spéculation en profitant de la situation pour provoquer une hausse des prix.

➜ *durable, c'est de changer de mix énergétique et d'adopter une consommation plus sobre". "Il faut se lancer dans une stratégie visant à réduire non seulement sa consommation énergétique mais aussi réduire sa dépendance par rapport aux combustibles fossiles afin de mieux résister aux crises futures. Celles-ci risquent d'être de plus en plus fréquentes",* prévient ainsi Philippe Delaisse. Cela passe par une meilleure isolation ou le remplacement de la chaudière au mazout par une pompe à chaleur ou des systèmes de chauffe combinés, par exemple. Et d'ajouter: *"Il est impératif de développer une véritable politique énergétique européenne et d'interconnecter les réseaux afin de profiter de l'électricité produite par exemple par les champs solaires des pays du sud de l'Europe, où c'est plus ensoleillé".* Sauf que pour cela il faudrait une stratégie européenne, ce dont on manque cruellement. Pour Francesco Contino, les deux problèmes principaux, c'est que notre bien-être dépend de l'énergie et que notre énergie dépend fortement de l'énergie fossile. *"On est toujours dépendants à 80 % des énergies fossiles. Pour en sortir, il faut désolidariser bien-être et besoin en énergie. La question à se poser: avons-nous besoin d'énergie pour être heureux? Il y a bien entendu les besoins de base comme se chauffer et s'éclairer, mais cela n'a aucune commune mesure avec le fait de dépenser en voiture, en avion ou en piscine ou choisir une maison quatre façades du siècle dernier plutôt qu'un appartement. Le nœud du problème, c'est que nous voulons tous être heureux et que nous confondons ça avec "vouloir toujours plus"."*

La solution pourrait ainsi être d'ordre philosophique. Concrètement, des quotas pourraient être attribués à chaque ménage qui choisirait ensuite ce qu'il dépense en avion, en viande, en chauffage… Aujourd'hui, le gros consommateur ne va pas forcément payer l'addition la plus salée, notamment s'il a des panneaux photovoltaïques. Aujourd'hui, le coût énergétique est le même, qu'on éclaire son salon ou qu'on chauffe sa piscine. *"C'est évidemment inadmissible que certains n'aient pas accès aux besoins de base, mais ça l'est tout autant que d'autres gaspillent sans compter l'énergie"*, dénonce Francesco Contino. Pour Inter-Environnement, il faudrait une tarification progressive qui prendrait en compte notamment des personnes précaires qui se chauffent à l'électricité dans des logements passoires. Mais pour la classe moyenne, l'énergie va de toute façon augmenter. ✖

L'indice santé à la rescousse?

Les ménages belges seraient moins à plaindre grâce à notre système d'indexation des salaires.

L'électricité, le gaz naturel, le gasoil de chauffage sont inclus dans l'indice santé et sont donc pris en compte pour déterminer les salaires et les allocations sociales. C'est un système typiquement belge où l'indexation des revenus est automatique et généralisée. Cela protège d'une certaine façon de la situation actuelle. *"Évidemment, il y a toujours un certain retard. Mais le dépassement de l'indice pivot se produit maintenant, c'est-à-dire cinq mois plus tôt que prévu et cela s'explique par l'augmentation des énergies"*, annonce le Bureau du Plan. Cela va-t-il amortir le choc? *"Oui, mais seulement au niveau macroéconomique."* L'indice santé, qui sert de référence pour calculer l'indexation des salaires et des allocations sociales, est basé sur le panier d'un consommateur moyen. Il inclut la composante énergétique, les taxes, surcharges, tarifs de transport et tarifs de distribution. Mais c'est loin d'être parfait. Ainsi, en ce qui concerne le gaz naturel et l'électricité, on sait que ces produits représentent une plus grande partie du panier des ménages à bas revenu que des ménages à revenu élevé. Cela veut dire que les ménages à bas revenu ont tendance à perdre du pouvoir d'achat en périodes d'augmentation du prix du gaz et d'électricité, tandis que les ménages à revenu élevé en gagnent. *"Mais les ménages belges ont probablement moins à se plaindre que les ménages à l'étranger. En pratique, les entreprises vont payer l'augmentation énergétique deux fois. D'abord, les hausses de prix. Ensuite, les hausses des salaires"*, répond l'expert du Bureau du Plan. Certes, mais ce qui se passe alors généralement, c'est un effet boomerang où les entreprises ajustent leurs prix à la hausse, ce que le consommateur paie alors en retour.

Le prix moyen d'un mégawatt-heure éolien: 60 euros. Contre 100 pour le gaz et 130 pour le nucléaire.

Adobe Stock

Le renouvelable peut-il nous sauver?

Texte:
Louise Tessier

Nécessaire pour la planète et avantageuse pour la facture du citoyen, l'énergie renouvelable a tout d'une solution idéale aux problématiques actuelles. En théorie, elle met tout le monde d'accord. En pratique, ça se corse. ➜

Au large de Zeebruges, les pales des éoliennes tournent à plein régime. Les rafales de vent de ces derniers jours contribuent à produire de l'électricité… sans faire fluctuer la facture. Ce genre de matière première transformée localement ne connaît ni cours mondiaux qui s'effondrent ni prix qui s'envolent. À y regarder de plus près, les énergies renouvelables, en plus d'être une nécessité écologique, ont dans leur poche un vrai argument financier: se tenir éloignées des marchés internationaux et de leurs tarifs variables, contrairement au gaz et au charbon. D'après Michel Huart, professeur en sciences et gestion de l'environnement à l'ULB, la crise actuelle serait d'ailleurs *"peut-être encore plus importante"* si la part du renouvelable dans le réseau était inférieure. *"Le renouvelable permet de mettre à disposition de l'électricité à moindre coût sur le marché. Une plus grande présence de ce type d'énergie permet donc de rendre le prix moins volatil aux influences internationales."* La solution à nos factures d'énergie qui grimpent en flèche et à la crise climatique semble toute trouvée.

La facture de l'inaction

Mais qui dit transition énergétique dit aussi électrification de l'économie: troquer sa voiture diesel contre une électrique, changer sa chaudière au gaz pour une pompe à chaleur, et plus globalement se débarrasser peu à peu des énergies fossiles dans le secteur de l'industrie et du bâtiment. *"En accélérant cette électrification et en augmentant la part du renouvelable dans la production d'électricité, on réduit sa dépendance par rapport aux importations de gaz et de pétrole. On se protège face aux fluctuations de prix"*, résume le porte-parole de la Fédération belge des entreprises électriques et gazières (FEBEG), Stéphane Bocqué. De ce côté, la marge de manœuvre est grande. D'après les chiffres de la Febeg, le pétrole représentait encore en 2019 48 % de la consommation finale d'énergie en Belgique, contre seulement 17 % pour l'électricité. Le directeur général de la Fédération des énergies renouvelables (Edora), Fawaz Al Bitar, croit néanmoins en une économie décarbonée et durable d'ici 2050. *"Il est tout à fait possible d'atteindre le 100 % renouvelable au niveau européen, avec une grosse partie de la production sur le sol belge, mais il ne faut pas reporter l'effort."*

Concrètement, d'après le professeur Michel Huart, rien que pour produire l'équivalent de la consommation électrique belge actuelle, il faudrait installer environ six fois plus d'éoliennes ou couvrir 3 % du

territoire avec des panneaux photovoltaïques. *"C'est beaucoup et pas beaucoup à la fois. Les routes, qui sont également un dispositif énergétique, prennent bien plus de place par exemple."* Dans les faits, la Belgique ne se transformera ni en champs d'éoliennes, ni en énorme toiture remplie de panneaux solaires: l'idée est de mixer les différentes technologies qui existent. *"On ne vise pas l'autonomie par îlots, mais on participe à la production dans un dispositif européen. Par exemple s'il y a beaucoup de vent, la Belgique peut l'exporter à ses voisins et inversement. Il faut bâtir une société qui s'épanouit en fonction de ce qu'elle a à disposition, non pas qui dépend d'approvisionnements énergétiques lointains et dangereux"*, souligne Michel Huart.

Pas de permissions, pas d'ambition

Au cabinet du ministre wallon de l'Énergie Philippe Henry, on abonde dans ce sens: oui, le développement des énergies renouvelables permet et permettra d'autant plus à l'avenir de faire baisser la facture du citoyen. Selon les chiffres du cabinet, le prix moyen d'un mégawatt-heure éolien se situe autour de 60 euros, contre 100 euros pour celui produit par les nouvelles centrales à gaz et 130 euros pour le nucléaire. *"On parle beaucoup du coût de la transition énergétique, mais il faut aussi aborder, honnêtement, le coût de l'inaction et ce qui se serait passé si les énergies renouvelables n'avaient pas été soutenues"*, nous lance-t-on. À quelques rues de là, c'est pourtant bien un autre cabinet du gouvernement wallon qui est pointé du doigt.

L'agacement de Fawaz Al Bitar est perceptible au téléphone. *"Il faut développer de manière massive le renouvelable chez nous, mais quand on voit tous les freins posés par les politiques en Wallonie, on peut se poser des questions*, dénonce le directeur d'Edora. *La Wallonie s'est engagée à revoir à la hausse ses objectifs de réduction de gaz à effet de serre, mais le taux d'installation éolien et de panneaux photovoltaïques est en décrochage total par rapport aux objectifs. C'est à se demander si la Wallonie n'est pas la seule région en Europe à vouloir revoir son ambition climatique à la baisse!"* Un des problèmes principaux, c'est celui des permis refusés à la pelle dans les projets éoliens. Stéphane Bocqué, de la Febeg, affirme que *"des centaines de mégawatts de projets sont coincés, bloqués ou même définitivement arrêtés par les difficultés d'obtenir des permis"*. En une année, les exemples défilent: "Permis refusé pour quatre éoliennes à Ville-Pommerœul", "La Région wallonne refuse l'installation d'un parc éolien à Biron", "Éolienne refusée dans le zoning de Ghislenghien"… *"Les projets sont là, les technologies et les investisseurs aussi, maintenant il faut que les pouvoirs publics facilitent ces déploiements. Les ambitions en matière climatique demandent des permissions"*, martèle Stéphane Bocqué.

Mis en cause, le ministre wallon de l'Aménagement du territoire Willy Borsus, qui a le pouvoir de décision en binôme avec la ministre de l'Environnement Céline Tellier sur ces projets, pointe une *"contestation de plus en plus forte dans la population, chez les riverains et les communes concernées. Aujourd'hui sur l'ensemble du territoire wallon, il y a une multitude de dossiers, certains ont été acceptés et d'autres sont à des stades de procédure divers. Notre rôle est de trouver un équilibre entre la volonté de remplir nos objectifs en termes d'énergie renouvelable et le bien-être de nos concitoyens, tout en tenant compte des territoires"*.

"Il faut se servir de ce qu'on a à disposition, pas dépendre d'un approvisionnement lointain et dangereux."

Sur le Web

Pourquoi mon contrat "vert" fluctue en fonction... du charbon?

www.moustique.be

Fawaz Al Bitar regrette que *"les enjeux et les préoccupations locales continuent de prendre le pas sur les enjeux globaux. On oublie d'ailleurs qu'il y a des moyens pour diminuer au maximum les perturbations locales"*. À la Febeg, on plaide pour que des zones soient définies dans lesquelles peut s'établir la production d'énergie renouvelable. *"Tout le monde est d'accord sur le fait qu'il faut lutter contre le réchauffement climatique, mais personne ne veut rien changer à son comportement. Il faut prendre pleinement conscience du fait qu'on n'a pas le choix"*, affirme Fawaz Al Bitar.

La transition... à la maison

Tous nos intervenants sont d'ailleurs d'accord pour dire que la transition passe également par le citoyen. *"Le consommateur a un rôle à jouer. Par exemple, cela n'a pas de sens de lancer sa machine à laver le soir aux heures de pointe puisque cela rajoute de la surconsommation à un moment délicat. Il faut évoluer vers une tarification qui soit beaucoup plus intelligente, pour décourager ce genre de comportement"*, plaide le directeur d'Edora.

De son côté, le professeur Michel Huart estime qu'il faut apprendre à vivre de manière confortable en achetant moins d'énergie. *"On a pris le pli de la gaspiller sans s'en rendre compte car elle était bon marché. Aujourd'hui cette insouciance a un coût et nous connaîtrons d'autres pics comme celui-ci dans les années à venir. La meilleure manière de s'affranchir de cette volatilité des prix, c'est de consommer moins, en se dotant d'infrastructures qui le permettent."* Refaire l'isolation de son logement, changer sa vieille chaudière, installer des panneaux photovoltaïques sur le toit…, un investissement coûteux mais d'autant plus vite rentabilisé aujourd'hui par la hausse des factures énergétiques. *"Il existe des aides pour inciter les gens à faire ces travaux, mais il faut être outillé pour s'en saisir. Peut-être que cette situation de stress va pousser encore davantage à déployer des moyens."* Oserait-on prier pour que les prix ne descendent pas trop vite, afin d'éviter que le soufflé de la transition ne retombe? ✖

Éteignez la lumière

Plus d'un Belge sur quatre est en précarité énergétique. Et c'était avant les hausses de prix… Les tarifs sociaux sont loin de protéger tout le monde. - Texte: **Catherine Ernens** -

Il a coupé la veilleuse de son petit de cinq ans. *"Après tout, il est grand"*, dit-il, le cœur gros. Denis, papa de trois enfants, court sans cesse derrière ses ados pour qu'ils éteignent la lumière. Il envisage de leur confisquer une partie de leur argent de poche pour les conscientiser à la facture d'électricité. *"Pour vous faire rire, je vais vous expliquer..."* En 2019, Denis payait un tarif fixe 50 % supérieur au meilleur prix dans un contrat à tarif variable. En 2020, il change et prend un tarif variable. Ses factures ont augmenté de 600 euros. *"Et donc le stage de notre petit garçon à la Toussaint et à Noël, c'est à la maison. La même semaine, vous pouvez lire un article disant que le tarif fixe est plus intéressant et le jour d'après, exactement l'inverse. En tant que particulier, c'est impossible de s'y retrouver. Il va falloir arrêter tout ce qui consomme: réduire le chauffage, arrêter les douches chaudes tous les jours…"*

Luc n'en est pas là. Mais ce papa de deux grandes filles a refait plusieurs fois les calculs sur le site de son fournisseur. Avec son contrat variable, il est assuré de devoir débourser quelque 700 euros dans les mois à venir. Et changer de contrat maintenant lui reviendrait encore plus cher, montre-t-il sur l'écran de son portable. 35 % des ménages qui ont un contrat variable sont dans le même cas. La Creg a annoncé clairement qu'ils devraient tenir compte d'une facture annuelle qui pourrait être plus élevée d'au moins 700 euros. Or ce surcoût est calculé sur la base des tarifs énergétiques de septembre. Depuis lors, les prix n'ont fait qu'augmenter. Le coût supplémentaire pour les ménages risque donc d'être encore plus élevé. Il va falloir sortir des centaines d'euros. Virginie en sait quelque chose. Maman solo de quatre ados, elle travaille dans le secteur médical à temps plein. L'an dernier, elle a reçu un solide décompte de 600 euros à débourser alors qu'elle payait 120 euros d'acompte tous les mois. *"Je n'en croyais pas mes yeux. J'ai cherché. La maison n'est pas isolée. Le boiler est à l'électricité. Le compteur est simple. Le four est électrique et le séchoir aussi. J'ai dû réduire le budget nourriture, mais la nourriture a aussi augmenté depuis lors… Au chômage, je ne m'en sortirais pas."*

"Regarder à tout, même à allumer la télévision, ce n'est pas cela, vivre."

Démarches humiliantes

Virginie, Luc et Denis ne bénéficient pas des tarifs sociaux, à l'inverse de deux millions de personnes en Belgique. Ceux-ci garantissent une hausse limitée et le prix le plus bas du marché - accordé par le fédéral. Les personnes touchant moins de 1.600 euros brut y ont un accès direct. Les ménages concernés ont ainsi payé en août 27 % de moins que la moyenne pour leur électricité, et même 64 % de moins pour le gaz naturel. Une famille qui a un contrat à hauteur de 1.020 euros par an n'en paie que 745, par exemple. Mais cette aide, qui devrait être prolongée, se termine au 31 décembre en plein marasme, obligeant ces bénéficiaires à trouver au pire moment un fournisseur.

Ce n'est pas tout. Actuellement, Bruxelles protège mieux ses citoyens en obligeant la souscription de contrats d'au moins trois ans et en ne coupant l'accès à l'énergie qu'en cas de décision en justice, ce qui limite fortement cette issue. Mais en Wallonie, le fournisseur peut unilatéralement décider de placer un compteur à budget en cas de dettes, même minimes. À Bruxelles, le statut de "clients protégés" accordé par les CPAS avec l'opérateur Brugel est structurel depuis des années. En Wallonie, le système a été mis en place avec le Covid et il se termine - sauf prolongation, qui est dans l'air - fin décembre. Mais ce système qui devait bénéficier à 40.000 personnes n'a été perçu que par 1.000 d'entre elles. *"C'est une partie de la solution car cela protège de la coupure ou du compteur à budget. Mais les ménages doivent faire des démarches. Il faut prouver un défaut de paiement, notamment. Or certains préfèrent se priver plutôt que ne pas payer. Nombre de ménages font des calculs d'apothicaire pour honorer leur facture, avec une grande culpabilité dans le chef des parents"*, explique Aurélie Ciuti, coordinatrice de la RWADE, réseau pluraliste de lutte pour un accès à l'énergie.

La fin des repas chauds

Quatre facteurs pèsent sur les factures: la faiblesse des revenus, les tarifs de l'énergie mais aussi le logement en tant que tel: plus l'équipement est vétuste, plus il consomme. Plus c'est grand, plus on chauffe. Enfin, il y a aussi les erreurs administratives. Des frais illégaux sont perçus régulièrement: Denis en a aussi fait l'expérience. Et les factures de régularisation, comme celle reçue par Virginie, peuvent faire plonger un ménage dans la pauvreté. La Fondation Roi Baudouin a calculé que 28 % des ménages à Bruxelles et en Wallonie étaient déjà en situation de précarité énergétique, en ce compris les revenus moyens, avant la crise énergétique. Des personnes qui souvent se cachent. *"Des gens n'invitent plus personne parce qu'il fait froid chez eux ou ne cuisinent plus de plats chauds. On ne se rend pas compte de ce qui se vit"*, témoigne Aurélie Ciuti.

Jonathan, papa solo, vient d'emménager dans une maison avec à la clé un loyer de 700 euros pour un revenu de 1.200. Il paie des acomptes de 120 euros. Avec les hausses de tarifs, il stresse et redoute l'hiver à venir. *"J'ai été au CPAS il y a dix ans. Je ne veux plus y retourner. Je veux me débrouiller"*, dit-il. Pouvoir payer ses factures énergétiques, c'est aussi une question de dignité. Monique, qui a travaillé 37 ans chez Delhaize et qui témoigne pour la Fondation Roi Baudouin, en sait quelque chose avec ses deux compteurs à budget. *"Cela veut dire que si vous avez de l'argent, vous avez de l'électricité. Sinon, vous n'en avez pas. Et donc vous regardez à tout, même à allumer la télévision. Ce n'est pas cela, vivre."* Aurélie Ciuti acquiesce. *"De nombreux ménages qui s'en sortaient sont à présent au bout du rouleau. Surtout depuis la pandémie et les inondations. Il faut une réponse collective. On ne peut pas se passer de se chauffer, s'éclairer ou se connecter à Internet. Nous plaidons pour une notion de service public garanti concernant l'accès à l'énergie."* ✖

Les contrats des Belges

Deux tiers des contrats d'électricité des Belges sont fixes, pour un tiers variable. Pour le gaz, cette proportion s'inverse: deux tiers fixes pour un tiers variable.